

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques, l'Etat continue de supprimer des postes dans l'Education Nationale. Pour la rentrée 2012, ce sont 14 000 suppressions de postes qui sont programmées sur notre territoire national. Dans l'Académie de Bordeaux, 230 emplois, dont 195 postes de PLP, seront supprimés dans le second degré. Les cartes des formations ont été élaborées pour atteindre ces objectifs fixés par le gouvernement et les Dotations Globales Horaires attribuées aux établissements, qui sont calculées à partir des effectifs prévisionnels de l'IA, ne permettront pas de répondre aux réels besoins de nos élèves. Mais nous avons bien compris que la politique de l'Etat qui consiste à «sur-orienter» en seconde générale ou technologique, et ce au détriment des jeunes et de leur famille, à développer la formation par apprentissage coûte que coûte, et à démanteler les structures de l'enseignement adapté aux différents handicaps de certains jeunes, ne peut avoir d'autres conséquences que ces nombreuses suppressions de postes.

Aujourd'hui, il est demandé aux membres élus de ce Conseil d'Administration, de se prononcer par un vote sur la répartition des moyens attribués à notre établissement pour la rentrée 2012. L'enveloppe globale étant très insuffisante, il est impossible, malgré la meilleure volonté du monde de ceux qui se sont attelés à la tâche, d'établir un Tableau de Répartition des Moyens Donnés correspondant aux réels besoins de nos élèves. Nous ne voulons pas être co-responsables de cette nouvelle dégradation des conditions de travail et donc de la qualité des enseignements que recevront nos élèves. C'est pourquoi, nous ne pouvons que voter CONTRE cette répartition proposée par notre chef d'établissement. Nous invitons également tous les autres élus de ce CA à prendre leurs responsabilités face à cette politique de destruction de l'enseignement professionnel public en votant CONTRE ce TRMD.